

VÉNÉZUELA : ÉPICENTRE D'UNE CRISE RÉGIONALE QUI RECONFIGURE L'ÉQUILIBRE DES ALLIANCES

PAR
Christophe VENTURA
Chercheur à l'IRIS

Novembre 2017

Note de conjoncture réalisée par l'IRIS pour le compte de l'Agence française de Développement.

Les analyses et conclusions de cette note sont formulées sous la responsabilité de son auteur. Elles ne reflètent pas nécessairement le point de vue de l'Agence française de Développement.

NOTE DE CONJONCTURE



Plus que jamais, la crise politique au **Venezuela** rythme l'agenda latino-américain et consolide les frontières des nouvelles alliances interétatiques régionales. De ce point de vue, la large victoire du Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV) aux élections régionales (15 octobre) ouvre une nouvelle séquence, tant au niveau national que continental. Ce scrutin attendu par la communauté internationale et tous les observateurs devait, suite aux graves événements du printemps/été 2017 (affrontements et violences entre l'opposition et le gouvernement ayant causé la mort de plus de 120 personnes et des milliers de blessés), mesurer le rapport de forces entre les protagonistes. Une large victoire de l'opposition était annoncée, préfigurant une déroute de Nicolas Maduro. Mais avec 54% des voix (contre 45 % à la Table de l'unité démocratique, MUD), le chavisme s'adjuge finalement 18 des 23 Etats en jeu dans le cadre d'une participation de 61,5 % de la population (il en détenait 20 contre 3 précédemment), tandis que s'accroissent les fractures au sein de l'opposition.

CONFUSION ET FRAGMENTATION DE L'OPPOSITION

Cette victoire est vigoureusement contestée par une partie de l'opposition. Ses secteurs les plus radicalisés contre le gouvernement (*Volonté populaire – Voluntad Popular*, *Justice d'abord – Primero Justicia*), tenants d'une ligne d'affrontement jusqu'ici et qui avaient accepté de participer à l'élection, dénoncent aujourd'hui fraudes et irrégularités avant et pendant le scrutin. Leur fracture avec Action démocratique (AD, sociaux-démocrates) se renforce. Ce vieux parti, ancré sur l'ensemble du territoire, développe lui une ligne plus modérée au sein de la MUD, basée sur le constat que la stratégie de la tension a échoué et affecté l'image de l'ensemble de l'opposition dans le pays, notamment auprès des classes populaires et moyennes. Cette ligne consiste à assumer la voie électorale contre le gouvernement comme méthode d'opposition à son égard. Le résultat de l'élection a, de ce point de vue, consacré AD comme nouvelle force hégémonique au sein de la MUD. Ainsi, quatre des cinq nouveaux gouverneurs de l'opposition sont membres de cette formation. Ces derniers, comme AD en général, ne contestent pas le résultat du scrutin. Ils ont, par ailleurs, accepté de prêter serment devant l'Assemblée nationale constituante (ANC), élue dans la controverse le 30 juillet. Cette décision est néanmoins condamnée par le dirigeant d'AD, Ramos Allup, car elle franchit la ligne rouge jusqu'ici commune à toute l'opposition : la non-reconnaissance de l'ANC comme institution légitime. Désormais Ramos Allup se positionne ainsi comme potentiel candidat à l'élection présidentielle prévue en 2018.

Par leur situation géographique (Táchira et Mérida, frontaliers avec la Colombie) et leurs richesses pétrolières et en ressources naturelles (Zulia), les Etats remportés par l'opposition sont hautement stratégiques pour le pays, vitaux pour l'économie nationale. Ils pourraient constituer une base arrière pour la reconquête du pays.

Cependant, la confusion est au rendez-vous au lendemain de ces élections. Dans l'Etat de Zulia remporté par Juan Pablo Guanipa (Justice d'abord), l'ANC a décidé de révoquer son tout nouveau mandat de gouverneur au motif qu'il a, lui, refusé de prêter serment devant l'institution. Dans la foulée, elle a annoncé l'organisation d'une nouvelle élection dans l'Etat, le 10 décembre.

Pour sa part, le dirigeant de Justice d'abord, Henrique Capriles, s'est retiré de la MUD. Quant à Volonté populaire, elle a annoncé son refus de participer aux prochaines échéances électorales. Enfin, AD opère une consultation interne pour préciser sa stratégie. **Ainsi, l'opposition sort divisée et en crise ouverte après cette séquence électorale.** L'avenir de la MUD et de son unité ne sont plus assurés. De nouvelles recompositions sont désormais en cours. Deux lignes s'affrontent. Ceux qui, à l'instar d'AD, souhaitent inscrire leur action dans le cadre électoral et ceux, comme Volonté populaire et Justice d'abord, qui exigent *a minima* un remplacement de l'autorité électorale (Conseil national électoral) avant d'évaluer la possibilité de revenir dans ce jeu électoral.

VICTOIRE TACTIQUE ET STRATÉGIQUE DE NICOLAS MADURO

Dans ce contexte, et sur fond de crise économique, sociale et sécuritaire récurrente, **le gouvernement de Nicolas Maduro sort paradoxalement renforcé institutionnellement et politiquement.** Plusieurs facteurs peuvent expliquer et confirmer ce résultat. Tout d'abord, cette élection rappelle qu'au-delà du gouvernement lui-même et de sa force propulsive en tant que projet politique, le chavisme reste un phénomène sociologique incontournable au Venezuela. Il a mobilisé 5,6 millions de voix (comme en 2015) tandis que l'opposition a connu ce que le chavisme avait vécu en 2015 lors des élections législatives, à savoir un « trou électoral ». En effet, la MUD a perdu plus de 2 millions de voix entre les législatives de 2015 et cette élection, passant de 7,7 à moins de 5 millions d'électeurs. Les causes de ce phénomène sont multiples et dépassent l'explication par les irrégularités (changement géographique de certains bureaux de votes à la dernière minute, non-respect des obligations du code électoral dans quelques bureaux, etc.) ou fraudes dénoncées par certains dirigeants de l'opposition et leurs relais régionaux. L'électorat de l'opposition s'est significativement abstenu, sans doute

déstabilisé par la stratégie volatile de la MUD et ses divergences, désillusionné par la situation générale, et pour sanctionner plus spécifiquement la direction de cette opposition qui a mené une stratégie d'affrontement de rue qui a échoué, déstructuré la vie du pays pendant des mois et épuisé une population engluée dans les problèmes de sa vie quotidienne.

Quant à lui, l'électorat chaviste s'est massivement mobilisé pour sanctionner l'opposition et les violences traversées par le pays.

Ainsi, le gouvernement peut faire valoir qu'en dépit des difficultés économiques et sociales, ses initiatives ont ramené, au moins temporairement, la « paix » et obligé l'opposition à revenir sur le terrain politique plutôt que de rester sur celui de la rue. La fragmentant au passage, il vient de remporter une victoire tactique et stratégique d'importance. Ainsi, il accélère désormais la cadence imposée à l'opposition en annonçant l'organisation rapide d'un nouveau scrutin national d'envergure (élections municipales en décembre, **jour non connu à cette heure**), avant le rendez-vous présidentiel de 2018.

CONSÉQUENCES GÉOPOLITIQUES DE LA CRISE VÉNÉZUÉLIENNE

Les dynamiques de reconfiguration des alliances régionales autour de la crise vénézuélienne, enclenchées depuis ces derniers mois, se confirment et se consolident.

Autour de **l'Argentine**, du **Brésil**, du **Chili**, de la **Colombie**, du **Pérou** et du **Mexique** se constitue un nouvel arc des alliances régionales à partir de la question vénézuélienne. Ce groupe concentre les pays clés de la région en matière économique et commerciale, d'intégration régionale (et de son devenir) et de relations avec les Etats-Unis et l'Union européenne, autres acteurs de poids dans la crise vénézuélienne.

En Argentine, l'élection de mi-mandat (22 octobre) est venue conforter par une nette victoire dans la majorité des provinces du pays (du jamais vu depuis le retour de la démocratie en 1983) le pouvoir de Mauricio Macri. L'orientation du pays se confirme donc aux niveaux économique et géopolitique, au détriment du péronisme et de l'ancienne présidente Cristina Kirchner. Environ la moitié de la Chambre des députés et le tiers du Sénat ont été renouvelés lors du scrutin. La coalition de centre-droit du président (Cambiamos) ne disposera néanmoins pas de la majorité à la Chambre et au Sénat (sauf en cas possible de division des forces péronistes hétérogènes).

L'Argentine est l'un des piliers de la coalition latino-américaine anti-Maduro. Cette dernière confirme son engagement contre le gouvernement vénézuélien après les élections. Par une déclaration (17 octobre), le « Groupe de Lima », constitué des pays américains ne reconnaissant pas l'ANC vénézuélienne et qualifiant le gouvernement de Caracas de « *dictature* »¹, dénonce « *les actes d'intimidation, de manipulation et les irrégularités* » du scrutin du 15 octobre.

Réunis le 27 octobre à Toronto (Canada) pour traiter le cas vénézuélien, ces pays ont actualisé leurs exigences en les articulant à celles du secteur dur de l'opposition locale (libération des « *prisonniers politiques* », droit « *d'assistance humanitaire* », « *condamnation des abus électoraux et demande de réforme du système électoral* », « *soutien à l'Assemblée nationale* » contre l'ANC). Ils ont également réaffirmé leur accord avec la position des Etats-Unis dans ce dossier. Toutefois, contrairement à Washington, ils demandent la médiation du secrétaire général des Nations unies, António Guterres, dans le conflit.

Ces pays appuient également les positions de l'Union européenne qui, à l'instar des Etats-Unis, menace Caracas d'un premier train de sanctions financières et commerciales. Organisation des Etats américains (OEA), Etats-Unis, Union européenne, Groupe de Lima, Nations unies. Le périmètre international dans lequel se joue désormais la crise vénézuélienne ne cesse de s'étendre depuis des mois.

La Chine et la Russie s'engagent également, mais toujours plus en faveur du gouvernement vénézuélien. Sur le plan politique, les deux pays saluent la réussite et le résultat des élections régionales du 15 octobre, condamnent fermement les sanctions de Washington et de l'UE, ainsi que les velléités d'ingérences extérieures dans les affaires internes vénézuéliennes. Sur le plan économique, Moscou et Caracas ont scellé un accord pour restructurer la dette du Venezuela envers la Russie (pour un montant de 3 milliards de dollars étalés sur 10 ans). Les deux pays multiplient par ailleurs les accords de coopération en matière énergétique, militaire et d'infrastructures. Il en va de même entre Caracas et Pékin. Le Venezuela recueille d'ores et déjà la moitié de tous les prêts financiers de la Chine destinés à l'Amérique latine. Avec Moscou, Pékin détient environ 30 % de la dette souveraine du pays (pour un montant d'environ 28 milliards de dollars ; entre 8 et 9 milliards pour Moscou). Selon Pékin, le gouvernement vénézuélien dispose de toute « *la capacité pour gérer de manière appropriée ses affaires, y compris sur*

¹ Argentine, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Guatemala, Honduras, Mexique, Panamá, Paraguay, Pérou (Déclaration : <https://www.gob.mx/sre/prensa/comunicado-del-grupo-de-lima-sobre-la-celebracion-de-las-elecciones-regionales-en-venezuela>).

la question de la dette ». Ainsi, selon les propos tenus au lendemain de l'annonce de « défaut partiel » du Venezuela par l'agence de notation américaine Standard and Poor's (14 novembre 2017) par Geng Shuang, porte-parole du ministère des Affaires étrangères de la Chine, la coopération, notamment financière, entre les deux pays va continuer de « *fonctionner normalement* ». ²

CRISE DE L'INTÉGRATION RÉGIONALE, VIGUEUR LIBRE-ÉCHANGISTE

Cette situation affecte l'intégration latino-américaine et ses perspectives. En effet, la crise vénézuélienne se projette dans toutes les institutions d'intégration régionale. Mercosur (Marché commun du Sud), Union des nations sud-américaines (Unasur), Communauté des Etats latino-américains et caraïbes (Celac). L'ensemble de ces espaces est soumis aux lignes de fractures créées par la situation. Aucun consensus ne peut émerger au sein de l'Unasur et de la Celac sur le sujet. **Les pays membres du Groupe de Lima s'opposent frontalement à la Bolivie, à Cuba, à l'Equateur et au Nicaragua, solidaires du gouvernement vénézuélien.** Pour sa part, l'Uruguay (membre du Mercosur) critique l'attitude du gouvernement vénézuélien sans pour autant intégrer le Groupe de Lima, ni remettre en cause l'élection de l'ANC.

L'Unasur connaît un ralentissement de son activité générale tandis qu'aucun Sommet 2018 de la Celac n'est pour le moment arrêté. Ce dernier, qui devait se dérouler en janvier 2018, a été reporté à une date non fixée.

Dans ce contexte, les pays membres du Groupe de Lima multiplient leurs interactions géoéconomiques dans le cadre de leurs rapprochements géopolitiques. Ainsi, les pays de l'Alliance du Pacifique (**Chili, Colombie, Mexique, Pérou**) développent leur feuille de route internationale. Parallèlement à leur diversification vers l'Asie et la Chine dans un contexte d'incertitude du futur de leurs relations commerciales avec les Etats-Unis de Donald Trump³ – qu'ils espèrent voir consolider du fait de leur solidarité dans le dossier vénézuélien –, ils démarrent des négociations d'accords de libre-échange avec **l'Australie, le Canada, la Nouvelle Zélande et Singapour** (nouveaux Etats associés de l'Alliance).

² « China says Venezuela can 'appropriately' handle debt load », Reuters, 15 novembre 2017 (<http://www.reuters.com/article/us-venezuela-debt-china/china-says-venezuela-can-appropriately-handle-debt-load-idUSKBN1DF114?il=0>).

³ Lire Christophe Ventura, « Transition géoéconomique en Amérique latine », note de conjoncture réalisée par l'IRIS pour le compte de l'Agence française de développement, mai 2017.

Pour leur part, **l'Argentine et le Brésil souhaitent avancer vers une intégration plus poussée du Mercosur et de l'Alliance du Pacifique** et la mise en place d'agendas politiques et commerciaux communs entre les différents pays de ces blocs au sein des institutions internationales (G 20, OMC, etc.). Dans cette perspective, Buenos Aires multiplie la signature d'accords commerciaux avec Santiago et Lima. De même, **le Mexique cherche à se rapprocher de la Colombie post-conflit** et a décidé de faire de cet objectif l'une de ses priorités commerciales en 2018.

CONCLUSION

La crise vénézuélienne condense et révèle les fractures latino-américaines entre pays de droite et de centre-droite et pays issus de la vague des gauches latino-américaines des années 2000. Elle active également les logiques affinitaires à l'échelle régionale, conduit à une paralysie des institutions de l'intégration régionale actuelles et ouvre le chemin de nouvelles dynamiques de rapprochement et d'intégration pour les pays de droite et de centre-droite de la région, désormais majoritaires et rassemblant les principaux potentiels commerciaux de l'Amérique latine.

Mais elle révèle également toutes les incertitudes d'une région dont l'avenir dans les relations internationales et la mondialisation économique se déterminera dans le cadre du rapport de force entre les Etats-Unis et la Chine, dans le monde et en Amérique latine. Désormais, **l'empire du Milieu veille à ses intérêts grandissants au Venezuela, dans ses pays alliés et dans l'ensemble de la région.** ■

VÉNÉZUELA : ÉPICENTRE D'UNE CRISE RÉGIONALE QUI RECONFIGURE L'ÉQUILIBRE DES ALLIANCES

PAR

CHRISTOPHE VENTURA / CHERCHEUR À L'IRIS

NOTE DE CONJONCTURE RÉALISÉE PAR L'IRIS POUR LE COMPTE DE L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

LES ANALYSES ET CONCLUSIONS DE CETTE NOTE SONT FORMULÉES SOUS LA RESPONSABILITÉ DE SON AUTEUR. ELLES NE REFLÈTENT PAS NÉCESSAIREMENT LE POINT DE VUE DE L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT.

NOVEMBRE 2017

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATEGIQUES

2 bis rue Mercoeur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org